

L'accident de Tchernobyl 30 ans après : L'impact sur les conditions de vie des populations

Thierry SCHNEIDER
CEPN, Fontenay-aux-Roses
thierry.schneider@cepn.asso.fr

L'accident de Tchernobyl a induit une contamination durable de l'environnement qui a certes évolué depuis 30 ans mais qui demeure présente encore aujourd'hui. Cette contamination persistante a mis en évidence la problématique de la gestion post-accidentelle sur le long terme et la nécessité de mettre en œuvre des mesures de protection de la population adaptées. L'objectif de cette communication est d'aborder les perturbations économiques et sociales induites par la contamination durable de l'environnement et de présenter les initiatives mises en place en Biélorussie depuis une vingtaine d'années afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Une perturbation significative de l'organisation du territoire

Au total pour les 3 républiques affectées par l'accident (Fédération de Russie, Ukraine et Biélorussie), près de 350 000 personnes ont été évacuées peu après l'accident ou relogées dans les années suivantes. Les surfaces contaminées (supérieure à 37 kBq/m²) représentent environ 150 000 km² dans l'ensemble des trois républiques et concernent environ 6 millions de personnes.

Tableau 1. Les dépôts supérieurs à 37 kBq/m² de Cs 137 dans les 3 républiques

	Biélorussie	Ukraine	Fédération de Russie
% du territoire atteint	23 %	7 %	0,3 %
Surface contaminée	46 400 km ²	41 800 km ²	59 600 km ²
Population exposée	1 600 000	2 400 000	2 680 000

Source : Livret IPSN, Tchernobyl, 2001

Pour la seule région de Gomel en Biélorussie, 356 villages ont disparu (dont 59 ont été enterrés) et 120 000 personnes ont été évacuées ou relogées. En outre, plus de 50% des terres de la région de Gomel ont été affectées durablement par la contamination conduisant à une restriction significative de l'activité agricole. Cette situation a donc profondément modifié la dynamique sociale de ces territoires, certains districts ayant vu leur population diminuer significativement ou encore ont été rattachés aux districts voisins pour constituer une nouvelle entité territoriale suffisamment importante du fait qu'une partie de leur territoire se trouvait dans la zone d'exclusion.

La zone d'exclusion des 30 km demeure interdite pour toute activité. Il n'y a pas eu de politique de retour ou de reconquête de ces territoires compte tenu des niveaux de radioactivité résiduelle. Seules des autorisations ponctuelles sont accordées pour entretenir la zone (notamment par rapport à la gestion des animaux sauvages et des risques d'incendie) ou encore pour les populations locales afin de leur permettre d'entretenir les tombes une fois par an.

Au-delà de l'impact sur l'activité agricole, la contamination durable de l'environnement, notamment des forêts qui occupent une part importante du territoire, a significativement perturbé les activités de loisirs des populations. Les activités de cueillette et de chasse sont encore aujourd'hui limitées dans les zones contaminées et nécessitent une vigilance continue des populations vivant dans ces territoires. La contamination des baies et des champignons demeure dans certaines régions encore très élevée 30 ans après l'accident. Certaines années, en fonction de la circulation de la contamination dans les forêts et les marais, la contamination de ces produits peut encore atteindre plusieurs milliers de Bq par kg avec des répercussions significatives sur le niveau de contamination interne des populations.

Des effets sur le bien-être des populations

L'analyse des conséquences de l'accident de Tchernobyl sur les populations affectées a mis en évidence l'existence d'un certain nombre d'effets psycho-sociaux tels que l'anxiété, la dépression ou encore le syndrome de stress post-traumatique. Ces conséquences ont été observées essentiellement dans les mois et les premières années qui ont suivi l'accident mais demeurent cependant présentes chez certaines personnes. Ces conséquences psycho-sociales sont exacerbées par le sentiment de discrimination que ressentent ces populations du fait d'être originaires ou de vivre dans les territoires contaminés. Encore aujourd'hui, leur intégration dans la population nationale n'est toujours pas évidente.

Afin de tenir compte des perturbations induites par la situation radiologique, les autorités ont mis en place un aménagement des rythmes scolaires pour les élèves vivant dans les territoires contaminés. Cet aménagement a des effets pervers, induisant notamment un renforcement de la discrimination par rapport aux élèves des autres territoires.

L'ensemble de cette situation laisse la population vivant dans les territoires contaminés face à un questionnement permanent quant aux effets possibles sur la santé, et plus particulièrement celle des enfants. 30 ans après l'accident, les populations locales s'interrogent toujours sans obtenir de certitudes quant à la situation sanitaire de leurs enfants. Des études ont été engagées afin d'apporter des éléments de réponse. Toutefois, l'état de santé des enfants dépend fortement de la situation économique qui prévaut dans ces territoires.

Un impact économique durable

L'évaluation des conséquences économiques de l'accident de Tchernobyl est difficile à établir avec précision, d'autant plus que ces conséquences ont pu être en partie estompées du fait du système économique nationalisé qui prévalait à l'époque. Cependant, quelques estimations permettent de montrer que le programme des contremesures mises en place en Biélorussie représente une part significative du budget de l'Etat (plusieurs dizaines de % dans les années qui ont suivi l'accident). En 2015, pour la seule région de Gomel, les dépenses de l'Etat pour le programme des contremesures liées à l'accident de Tchernobyl représentaient environ 150 millions de dollars. Parmi ces dépenses, 46% correspondaient à des aides sociales et économiques pour le développement de la région, 18% pour le financement des contremesures agricoles et 36% pour la protection sociale.

Il convient également de mentionner l'évolution significative des populations dans les territoires contaminés : depuis l'accident, les jeunes générations ont tendance à quitter les territoires pour s'installer dans les villes, la plupart du temps à l'extérieur de la zone contaminée. L'accident a certainement accéléré ce processus d'exode rural.

Des initiatives au service de l'amélioration des conditions de vie

La gestion des conséquences de l'accident de Tchernobyl a fait apparaître progressivement la nécessité de penser les contremesures dans une perspective d'amélioration durable des conditions de vie des populations vivant dans les territoires contaminés et non pas simplement pour limiter les expositions radiologiques. Comme souligné précédemment, c'est l'ensemble de la vie économique et sociale qui a été perturbée par l'accident et la contamination à long terme de l'environnement.

Progressivement, une organisation de la vigilance a été mise en place avec l'implication notamment des professionnels de santé et de l'éducation afin de suivre la qualité radiologique des produits alimentaires, de l'environnement quotidien et de la contamination interne des habitants. Cette vigilance a contribué à améliorer la vie quotidienne des populations mais 30 ans après l'accident, elle doit toujours se poursuivre.

Quelques initiatives locales ont été développées en Biélorussie à la fin des années 90 et dans les années 2000 avec le soutien de la Commission Européenne afin de proposer un accompagnement aux populations qui avaient fait le choix de vivre dans les territoires durablement contaminés. Ces initiatives avaient pour but de participer à la mise en œuvre de la protection des populations et de les aider à améliorer leurs conditions de vie. Elles ont démontré que l'engagement direct des habitants dans le processus de réhabilitation d'une part était possible et d'autre part favorisait le développement d'une culture pratique de radioprotection permettant à ces habitants de se repérer par rapport à la situation radiologique et d'agir en conséquence dans la vie quotidienne.

L'expérience Biélorusse a également montré que pour être efficace cet engagement n'était possible qu'avec la mise en place de lieux de dialogue, l'accès direct des personnes à la mesure et une prise en charge adaptée de la santé. Dans ce processus, il est apparu que les experts devaient se mettre au service des questionnements et des attentes des populations et faciliter l'interaction avec les pouvoirs publics. Enfin, ces initiatives ont également souligné l'importance du travail de reconstruction de la mémoire afin de permettre aux habitants de penser à nouveau à l'avenir sans oublier le passé.